

Shell prêt à investir 4 milliards en France

Le géant pétrolier veut se diversifier dans l'éolien offshore, l'hydrogène et les biocarburants pour l'aviation.

ÉNERGIE « Depuis cent ans, nous vendons de l'essence en France, résume le grand patron de Shell. Dorénavant, nous voulons y développer les énergies d'avenir. » Peu importe que l'Élysée ait annulé la manifestation Choose France, prévue en début de semaine. Ben van Beurden a maintenu sa visite à Paris. L'occasion de rencontrer deux ministres et de détailler au Figaro les ambitions de Shell.

« La France est l'un des pays clés où investir dans la transition énergétique », assure le directeur général de Shell. Or le géant britannique du pétrole et du gaz a pour objectif de diminuer la part de ses activités fossiles et de faire grandir sa production d'électricité verte. Chaque année, Shell investit

100 millions d'euros en France. C'est peu au regard de ses 20 milliards d'euros d'investissements globaux. « Nous pouvons faire beaucoup plus, assure Ben van Beurden. Nous avons identifié pour 4 milliards d'euros d'opportunités d'investissements en France : des appels d'offres éoliens offshore, la production d'hydrogène vert, la mise en place de bornes de recharge électrique, ou encore la fabrication de biocarburant pour l'aviation. »

Dans le viseur de Shell, les appels d'offres éoliens offshore lancés par le gouvernement ces dernières années et ces derniers mois. Si Shell en emportait un ou plusieurs, cela pourrait déclencher d'importants investissements de la part de la major, bien au-delà

100 millions d'euros investis par Shell en France chaque année

de ce secteur. Tel est le message glissé lundi par Ben van Beurden à la ministre de la Transition écologique, Barbara Pompili, et au secrétaire d'État aux Affaires européennes, Clément Beaune.

Besoin de soutiens publics

L'éolien offshore est en plein essor. Le Royaume-Uni vient d'attribuer 25 gigawatts (l'équivalent d'un peu plus de 15 EPR) de projets au large de l'Écosse à 17 acteurs. Les majors, qui cherchent à opérer leur sortie progressive du pétrole, puis du gaz, y voient l'occasion de mettre en avant leur expérience de l'offshore.

Pour Shell, emporter un ou plusieurs des appels d'offres français en cours entraînerait d'autres in-

vestissements en France. En premier lieu, une usine à hydrogène vert à Nanterre, qui pourrait être alimentée en électricité verte produite par un parc éolien en mer normand. L'entreprise basée à Londres a également dans ses cartons un projet de production d'hydrogène vert près de l'étang de Berre. Shell compte aussi développer son réseau de bornes de recharge électriques grand public.

La France impose depuis le 1^{er} janvier l'inclusion de 1% de biocarburant dans les réservoirs des avions ? Shell, qui détient 22% du marché français du kérosène, aimerait construire une usine de biokérosène avec un partenaire local. Mais le groupe ne veut pas investir sans la garantie que

les gouvernements soutiendraient ces filières coûteuses : le biocarburant coûte deux à trois fois plus cher que le kérosène fossile.

« Pour concrétiser nos projets, nous avons besoin du soutien des pouvoirs publics, souligne Ben van Beurden. Ils doivent instaurer des obligations d'utilisation des énergies de demain et mettre en place des règles incitatives pour les producteurs. C'est aux gouvernements de créer les marchés des énergies d'avenir, pas aux groupes privés. »

Ces projets, s'ils se réalisaient, signifieraient le grand come-back de Shell en France, où il a longtemps compté des raffineries. La dernière a fermé en 2012 à cause des surcapacités européennes de production dans ce secteur. ■ G. G.

Ben van Beurden: « Réduire la dépendance au gaz et au pétrole est infaisable du jour au lendemain »

PROPOS RECUEILLIS PAR
GUILAUME GUICHARD
@guillaume_gul
ET **IVAN LETESSIER** @IvanLetessier

Ben van Beurden est le directeur général de Shell.

LE FIGARO. - Comment sortiriez-vous de la crise énergétique que traverse l'Europe ?

BEN VAN BEURDEN. - Ne croyez pas que cette crise est bonne pour des groupes comme le nôtre. Au contraire, la volatilité des prix sape la volonté des entreprises engagées dans la transition énergétique. Réduire la dépendance de nos économies au gaz et au pétrole est infaisable du jour au lendemain. Les gouvernements peuvent prendre des mesures d'urgence, mais s'ils négligent le marché, la sortie de crise prendra plus de temps. À court terme, à long terme, il faut augmenter l'offre en énergie. L'Europe produit 20% de gaz en moins qu'avant la pandémie et nous en consommons autant. Il n'existe que des solutions à long terme pour sortir de cette crise, comme faciliter la construction de terminaux de gaz naturel liquéfié pour augmenter les importations. Le manque de contrats d'approvisionnement de long terme en gaz est aussi un problème.

Jusqu'à quand Shell produira-t-il du pétrole ?

La transition énergétique va vite, mais le monde aura besoin de pétrole et de gaz pendant très longtemps. Cela dit, l'avenir n'est pas dans ces activités historiques. Il est dans l'électricité verte et la capture de CO₂. Les Français nous considèrent comme un groupe pétrolier, mais nous vendons déjà autant de gaz que de pétrole et sommes engagés depuis des années dans l'éolien en mer, l'hydrogène et les biocarburants. En fait, Shell est un énergéticien global engagé dans la transition énergétique.

Quel est le rythme optimal pour réussir la transition énergétique ?

La transition énergétique n'ira jamais trop vite pour Shell. Certains pensent que nous voulons ralentir le processus et voudraient que nous stoppions la production de pétrole et de gaz. Ce n'est pas le sujet. Ce n'est pas nous qui fixons le rythme de la transition énergétique, ce sont nos clients, les consommateurs et les dirigeants politiques. La baisse de la demande en énergies fossiles ne sera jamais aussi rapide que l'épuisement de nos réserves si nous n'investissons pas pour maintenir nos capacités de production. Si nous restons les bras croisés, nous

ne produirons plus ni gaz ni pétrole dans dix ans, alors que la demande sera toujours là. L'enjeu, ce n'est pas d'arrêter de produire du pétrole et du gaz, mais d'arrêter d'en consommer. Si les gouvernements veulent accélérer le processus, nous pouvons les aider à passer plus vite aux énergies vertes. C'est le sens de mes rencontres avec les ministres Clément Beaune et Barbara Pompili cette semaine, avant de rencontrer, bientôt j'espère, le président Emmanuel Macron.

L'avenir de Shell dépend-il des profits tirés de ses activités pétrolières ?

Notre valeur ajoutée se trouve dorénavant plus dans les services aux clients que dans notre activité historique. Avant, pour réussir dans les énergies fossiles, il fallait avoir les meilleurs géologues, les meilleures relations avec les pays producteurs et les coûts de production les plus bas. Ce n'est plus comme cela que ça marche. Posséder les meilleures ressources en vent et les meilleures éoliennes n'est pas la priorité. Ce ne sont pas ces critères qui permettront de l'emporter dans le nouveau monde énergétique, mais notre relation aux consommateurs et les services associés. Shell a la meilleure position pour offrir des services intégrant toute la chaîne de valeur : par exemple, proposer à une grande entreprise de construire un parc éolien en mer du Nord et lui vendre l'électricité verte 100% du temps à un tarif garanti. Nous prenons le risque de variation du prix sur les marchés et pouvons baptiser le parc offshore du nom de notre client. Ce schéma fonctionne pour les biocarburants et l'hydrogène. Le produit n'est pas seulement l'électron ou la molécule d'hydrogène, c'est le service qui compte.

Les deux modèles économiques sont radicalement différents.

Une scission des activités renouvelables, réclamée par certains actionnaires, serait-elle pertinente pour Shell ? Les marchés financiers sont binaires. Ils sont d'accord pour financer d'une part les entreprises profitables grâce à leurs activités carbonées, et de l'autre des sociétés n'ayant à leur apporter que des promesses, mais pas de profit. Chez Shell, nous voulons combiner les promesses et les profits. Certains investisseurs ont du mal à évaluer la valeur d'un tel mix. Or il est beaucoup plus simple de s'appuyer sur nos activités historiques, nos savoir-faire et nos infrastructures pour se développer dans les énergies vertes que de



« Shell est un énergéticien global engagé dans la transition énergétique », explique Ben van Beurden, DG de Shell.
F. BOUCHON/LE FIGARO

tout réinventer en repartant de zéro. La très forte croissance des énergies renouvelables nécessite beaucoup de moyens. Utiliser les profits du pétrole et du gaz permet d'aller beaucoup plus vite et beaucoup plus loin. Les actionnaires devront accepter que, pendant

dix ans, nous investirons plus d'argent dans les énergies renouvelables que nous en gagnerons.

Entre les investisseurs qui rêvent de dividendes inchangés et les activistes verts qui exigent l'arrêt du pétrole, vous croulez sous

les injonctions contradictoires. Comment faites-vous face ?

Il est inutile de chercher un point commun entre leurs réclamations. Si nous devions satisfaire tout le monde, nous fermerions boutique. La meilleure réaction, c'est de décider de la meilleure stratégie pour le groupe et toutes ses parties prenantes, et de s'y tenir. Ces deux dernières années, nous nous sommes fixé quatre objectifs : générer des retours sur investissement durables ; parvenir à zéro émission nette de CO₂ en 2050, ce qui suppose de décarboner nos produits ; fournir l'énergie à nos clients ; le tout en respectant l'environnement.

« Le nucléaire a un rôle à jouer dans la transition énergétique »

Les champs d'éoliennes et de panneaux solaires sont très critiqués. Que répondez-vous à leurs détracteurs ?

L'éolien et le solaire terrestre étaient la meilleure façon de lancer ces filières. Ils font face à des oppositions sociétales que je comprends. L'avenir est aux panneaux solaires fixés sur des bâtiments existants et à l'éolien offshore. Nous poussons en particulier les éoliennes flottantes. C'est pourquoi nous avons racheté la société française Eolfin en 2019.

Shell investira-t-elle aussi dans le nucléaire ?

Nous nous y intéresserons peut-être, mais la priorité est aux énergies renouvelables, où il y a tant à faire. Le nucléaire a un rôle à jouer dans la transition énergétique : le monde en a besoin pour se décarboner. L'électricité représente 20% de l'énergie consommée. Pour parvenir à zéro émission nette de CO₂, il faut que sa part augmente à 70% d'ici à 2050. Comme la demande d'énergie va augmenter, il faudra que la production d'électricité soit multipliée par quatre ou cinq. Nous aurons besoin de solaire et d'éolien, mais aussi d'une production de base fiable, donc de nucléaire. ■

Sous pression, TotalEnergies se retire de Birmanie

Un an après le putsch militaire en Birmanie du 1^{er} février 2021 qui a mis fin au mandat d'Aung San Suu Kyi, la pression médiatique était trop forte et la dégradation de la situation politique locale trop préoccupante. TotalEnergies a annoncé vendredi se désengager totalement de Birmanie. Il y exploite depuis 1992, avec des partenaires internationaux et locaux, un gisement offshore de gaz, Yadana, et le gazoduc qui le relie à la terre ferme.

« TotalEnergies a décidé d'initier le processus de retrait prévu aux contrats du champ de Yadana et de

la société de transport MGTC (le gazoduc, NDLR) au Myanmar, à la fois en tant qu'opérateur et en tant qu'actionnaire, et ce sans aucune contrepartie financière, a indiqué le groupe français. Le contexte qui ne cesse de se dégrader au Myanmar, en matière de droits humains (...), nous a conduits à réévaluer la situation. » Dans la foulée, son partenaire américain Chevron a annoncé lui aussi son retrait du pays.

Le départ des deux occidentaux ne signe pas l'arrêt de l'exploitation du champ gazier. Les parts des deux sociétés occidentales reviennent à leurs partenaires lo-

caux, la société birmane Mobe et la thaïlandaise PTTEP. Cette dernière possède, au contraire du groupe birman, les compétences pour continuer l'exploitation du site de Yadana. Elle devrait aussi intégrer les équipes locales de TotalEnergies - c'est bien la société française qui exploitait concrètement le site. Le champ de Yadana est stratégique pour la Thaïlande : il alimente des centrales électriques du pays.

Le désengagement de TotalEnergies s'étalera sur six mois. Ses activités birmanes lui ont rapporté 105 millions de dollars en 2021, soit moins de 1% de ses résultats. ■ G. G.